

CANADIEN

Mise à jour sur le marché

AU PRINTEMPS 2026



Contenu

Présentation	3
Immobilier	4
Pleins feux sur les organismes à but non lucratif	5
Assurance dommages	6
Pleins feux sur la sécurité du parc de véhicules	7
Pleins feux sur le cautionnement	8
Cyberresponsabilité	9
Environnement	10
Pourquoi Gallagher ?	11
Conclusion	12
Collaborateurs	13

Présentation

À mesure que l'année 2026 avance, la forte rentabilité des assureurs canadiens en assurance dommages devrait continuer d'exercer une pression à la baisse sur les primes dans la plupart des branches jusqu'à la fin de l'année.

Le marché canadien de l'assurance IARD a connu un revirement radical entre 2024 et 2025, principalement en raison de la baisse des sinistres assurés liés aux catastrophes naturelles. Selon CatIQ et le Bureau d'assurance du Canada, les pertes assurées liées aux catastrophes naturelles ont atteint environ 9,1 milliards de dollars canadiens¹ en 2024, en raison notamment de graves inondations, de feux de forêt, de chutes de grêle et de tempêtes convectives. En revanche, les pertes de 2025 ont diminué pour atteindre environ 2,4 milliards de dollars canadiens, ce qui place l'année bien en dessous des tendances récentes.

Aux États-Unis, les sinistres assurés liés aux catastrophes ont également diminué en 2025. Selon les estimations du secteur, les sinistres assurés aux États-Unis devraient dépasser les 110 milliards de dollars en 2024, puis se situer entre 103 et 108 milliards de dollars environ en 2025³, et ce malgré les pertes considérables causées par les incendies de forêt de Palisades et d'Eaton en Californie, qui ont à eux seuls généré près de 40 milliards de dollars en réclamations en début d'année.

Cette baisse des sinistres liés aux catastrophes naturelles a eu un impact considérable sur les résultats financiers des assureurs canadiens, se traduisant par les ratios combinés les plus bas enregistrés par le secteur depuis dix ans. Il s'agit d'une bonne nouvelle pour les consommateurs, qui pourraient bénéficier d'options d'assurance plus abordables.

Parallèlement, les entreprises canadiennes de tous les secteurs doivent s'adapter plus rapidement et avec une vision stratégique plus claire aux complexités liées aux risques immobiliers, aux cybermenaces, à la gestion de parcs, à l'incertitude engendrée par les menaces tarifaires américaines en constante évolution, ainsi qu'aux besoins spécifiques en matière de cautionnement et aux exigences propres aux organismes à but non lucratif.

Cette analyse de marché rassemble les avis de nos experts de Gallagher Canada issus de divers domaines, offrant ainsi une vue d'ensemble de la situation actuelle dans l'industrie de l'assurance canadienne et des tendances qui marqueront l'année à venir. De la concurrence accrue et de l'augmentation de l'offre sur le marché immobilier aux pressions opérationnelles croissantes auxquelles sont confrontées les organismes à but non lucratif, en passant par les bouleversements technologiques qui affectent les risques de dommages et les risques cyber, chaque section met en lumière les évolutions qui influenceront les stratégies de souscription d'assurance et de gestion des risques en 2026.

Notre objectif est de vous fournir des informations concrètes et tournées vers l'avenir qui vous aideront à prendre des décisions plus éclairées. À mesure que les dynamiques du marché deviennent de plus en plus interdépendantes, qu'il s'agisse des performances des réassureurs mondiaux ou des évolutions réglementaires locales, les entreprises ont besoin de conseils proactifs pour faire face à l'incertitude, optimiser leurs couvertures et renforcer leur résilience. Plus que jamais, un conseiller stratégique de confiance en matière de risques peut vous aider à préparer votre entreprise à faire face aux incertitudes qui l'attendent.

Ce rapport souligne l'engagement de Gallagher à aider ses clients à anticiper le changement, à tirer parti des conditions de concurrence et à mettre en œuvre des solutions en adéquation avec leurs objectifs opérationnels et financiers à long terme.



Immobilier



En 2025, le marché immobilier commercial canadien a connu un ralentissement notable, soutenu par les solides résultats techniques enregistrés par les assureurs directs et les réassureurs au cours des années précédentes, qui laissaient présager un retour à la croissance. Cette volonté de croissance du chiffre d'affaires a intensifié la concurrence sur l'ensemble du marché, ce qui a été très avantageux pour les acheteurs. Les programmes d'assurance immobilière sursouscrits sont devenus de plus en plus courants, ce qui s'est traduit par des tarifs plus avantageux, une capacité accrue et des conditions plus favorables, les assureurs cherchant à protéger leurs portefeuilles existants et à attirer de nouveaux clients. La concurrence était particulièrement vive pour les types d'occupation présentant un faible niveau de risque et les comptes faisant preuve de pratiques rigoureuses en matière de gestion des risques.

Les premiers signes indiquent que 2026 est susceptible de continuer sur une trajectoire similaire. Les assureurs nationaux se concentrent sur la conservation de leurs activités existantes tout en poursuivant des occasions de croissance. Il convient de noter que les pertes assurées mondiales liées aux catastrophes naturelles ont dépassé 100 milliards de dollars américains (137 milliards de dollars canadiens) en 2025, pour la sixième année consécutive. 4 Malgré les défis persistants liés aux risques importants de catastrophes naturelles au Canada, comme les feux de forêt, les tempêtes de grêle et les inondations, le marché reste attractif pour les assureurs nationaux et internationaux, y compris ceux du marché londonien. Les assureurs basés à Londres sont particulièrement désireux de renforcer leur présence au Canada, proposant des tarifs compétitifs et intensifiant encore la concurrence sur le marché national.

Une priorité clé pour 2026 sera de renforcer la résilience des clients aux risques liés aux catastrophes naturelles. À mesure que les phénomènes météorologiques extrêmes deviennent plus fréquents et plus graves, les assureurs et les clients mettent davantage l'accent sur les stratégies d'atténuation des risques. Ces efforts comprennent l'investissement dans une infrastructure résistante aux catastrophes, le raffinement des évaluations des risques et le développement de solutions d'assurance personnalisées pour répondre aux vulnérabilités spécifiques liées aux catastrophes naturelles.

Le contexte concurrentiel du secteur de l'assurance au Canada, associé à la présence croissante d'assureurs étrangers, notamment ceux du marché de Londres, favorise l'innovation dans le domaine des solutions de gestion des risques de rechange, telles que les captives et l'assurance paramétrique. Pour répondre à la demande croissante d'options de gestion des risques plus souples et mieux adaptées, les assureurs et les courtiers proposent de plus en plus ces solutions. Face à l'aggravation des conséquences du changement climatique sur les risques immobiliers, les entreprises adoptent une approche plus proactive en matière de gestion des risques. Les solutions de rechange permettent aux entreprises de mettre en œuvre des approches stratégiques qui privilégient la résilience et la durabilité à long terme.

En résumé, le marché canadien de l'assurance des biens commerciaux devrait, en 2026, bénéficier d'un contexte de baisse continue des taux, d'une concurrence accrue et de solutions innovantes en matière de gestion des risques, malgré les défis posés par les catastrophes naturelles et la hausse des coûts. L'accent sera mis en particulier sur le renforcement de la résilience des clients face aux risques liés aux catastrophes naturelles, afin de garantir que les entreprises soient mieux préparées à faire face aux risques futurs.

Pleins feux sur les organismes à but non lucratif



Partout au Canada, les organismes à but non lucratif sont confrontés à des difficultés croissantes qui menacent leur capacité à fournir des services essentiels aux communautés qu'ils servent. La hausse des coûts d'exploitation, les coupes budgétaires gouvernementales et la pénurie persistante de personnel ont mis ces organismes à rude épreuve. De plus, la menace imminente de grèves syndicales dans le secteur ajoute une source d'incertitude supplémentaire, ce qui complique encore davantage les efforts visant à maintenir la stabilité et à se concentrer sur leur mission principale. Ces pressions obligent de nombreux organismes à but non lucratif à prendre des décisions difficiles concernant l'affectation des ressources, la mise en œuvre des programmes et leur viabilité à long terme.

Compte tenu de ces défis, il est plus important que jamais pour les clients de s'associer à un courtier capable de leur apporter un soutien solide et proactif dans le secteur à but non lucratif.

Il est encourageant de constater que le marché de l'assurance destiné aux organismes à but non lucratif montre des signes de stabilisation après une période de volatilité. La hausse des tarifs a commencé à se stabiliser, ce qui offre un contexte plus prévisible aux entreprises à la recherche d'une couverture. Les assureurs font preuve d'une volonté renouvelée de souscrire de nouveaux contrats, d'explorer des secteurs d'activité jusqu'alors inexploités et d'envisager des couvertures qui auraient pu être refusées par le passé. De nombreux assureurs sont également en train de revoir le libellé de leurs polices afin de proposer des options de couverture plus étendues et plus compétitives, ce qui témoigne de leur volonté de rester en phase avec les besoins de leurs clients et d'y répondre efficacement. Cependant, certains assureurs sont en train de passer d'une couverture des abus fondée sur le principe de l'événement à une couverture fondée sur le principe de la réclamation, un changement qui a suscité des réactions mitigées parmi les assurés et qui nécessite une attention particulière lors de la révision des polices.

Chez Gallagher, nous avons remporté plusieurs succès notables dans ce domaine, ce qui renforce notre capacité à apporter de la valeur ajoutée et à proposer des solutions aux organismes à but non lucratif. Dans l'un de ces cas, nous avons aidé une agence à passer d'un marché réciproque au marché national, ce qui lui a permis d'améliorer sa couverture et sa structure de coûts. Nous avons également décroché des contrats auprès de grands organismes à but non lucratif, ce qui témoigne de notre présence et de notre compétitivité croissantes dans ce secteur. Ces succès témoignent de notre parfaite compréhension des défis particuliers auxquels sont confrontés les organismes à but non lucratif, ainsi que de notre capacité à naviguer pour leur compte dans un paysage complexe en matière d'assurance.

Dans l'ensemble, alors que le secteur à but non lucratif au Canada continue de faire face à d'importantes pressions opérationnelles et financières, le marché de l'assurance affiche une tendance positive. Compte tenu de la stabilisation des tarifs, de l'élargissement des options de couverture et de l'appétit accru des assureurs, nous sommes optimistes quant à la poursuite de cette dynamique jusqu'en 2026. En restant impliquée, informée et proactive, Gallagher est bien placée pour aider ses clients du secteur à but non lucratif à gérer efficacement les risques et à continuer de se consacrer pleinement au service des communautés partout au Canada.

Assurance dommages



Les garanties de responsabilité civile constituent un élément central du secteur de l'assurance dommages et une préoccupation majeure pour les assurés, car, dans de nombreux cas, un sinistre entraîne l'engagement d'une certaine responsabilité. La responsabilité civile vise à protéger les particuliers et les entreprises contre les conséquences financières des préjudices causés à autrui, qu'ils soient matériels, corporels ou immatériels. La souscription d'un contrat d'assurance constitue l'une des principales solutions pour transférer ces risques et offrir une protection adaptée aux besoins des assurés. Face à l'évolution rapide des risques et des besoins des assurés, le domaine de la responsabilité civile connaît actuellement de profondes transformations.

En 2026, plusieurs tendances et menaces émergentes pourraient redéfinir les priorités des assureurs.

- L'un des principaux domaines de préoccupation implique les risques liés aux nouvelles technologies. La généralisation des véhicules autonomes soulève des questions complexes en matière de responsabilité en cas d'accident, car les constructeurs, les développeurs de logiciels et les propriétaires pourraient tous être impliqués dans des procédures judiciaires.
- De même, l'intelligence artificielle (IA) engendre de nouveaux risques, car les erreurs ou les biais dans les algorithmes peuvent entraîner des dommages matériels ou immatériels et donner lieu à des poursuites judiciaires coûteuses. Par exemple, un système de recrutement basé sur l'IA qui rejette systématiquement des candidats en raison de données d'entraînement biaisées pourrait donner lieu à des plaintes pour discrimination.
- Les normes réglementaires évoluent également, les gouvernements et les organismes de réglementation imposant des exigences plus strictes en matière de responsabilités environnementales, sociales et de gouvernance (ESG). Les entreprises qui ne respectent pas ces normes s'exposent à un risque accru de réclamations. Parallèlement, le changement climatique entraîne une augmentation du nombre de litiges liés aux dommages environnementaux.

- Les catastrophes naturelles comme les inondations, les incendies de forêt et les tempêtes ont des implications directes en matière de responsabilité civile, en particulier pour les entreprises dont les activités peuvent être considérées comme responsables de dommages environnementaux. Les assureurs doivent maintenant intégrer ces risques dans leurs modèles de tarification et de souscription.
- Les recours collectifs ne cessent de se multiplier et de prendre de l'ampleur, donnant souvent lieu à d'importantes actions en responsabilité civile. De plus, les attentes des consommateurs changent, les gens exigeant des solutions d'assurance personnalisées et transparentes. Les assureurs doivent innover pour offrir des produits adaptés à ces besoins tout en simplifiant les processus de réclamation pour maintenir la confiance et la compétitivité.

En résumé, les assureurs de responsabilité civile seront confrontés à des risques de plus en plus complexes dans les années à venir. Pour demeurer concurrentiels, ils devront innover, affiner leurs modèles de tarification et mettre au point des solutions qui répondent à ces nouveaux défis. Les courtiers d'assurance joueront un rôle essentiel dans la mise en œuvre de stratégies proactives axées sur les risques afin de protéger leurs clients et de réduire les coûts liés aux sinistres.

Pleins feux sur la sécurité du parc de véhicules



Allier la technologie et l'expérience pour améliorer la performance du parc et réduire les risques.

Face à l'augmentation des sinistres automobiles, due à la hausse tant des dommages matériels que des dommages corporels, les entreprises subissent une pression croissante pour renforcer les mesures de sécurité de leur parc automobile. L'augmentation des coûts liés aux dommages matériels causés par les accidents de la route s'explique en grande partie par la multiplication des technologies de pointe intégrées dans les véhicules modernes, notamment dans des éléments tels que les ailes. Autrefois considérées comme des pièces relativement simples et peu coûteuses à réparer ou à remplacer, les ailes des véhicules modernes intègrent aujourd'hui souvent des capteurs sophistiqués, des caméras et d'autres systèmes avancés d'aide à la conduite (ADAS) destinés à renforcer la sécurité et à améliorer l'expérience de conduite.

Si ces technologies jouent un rôle essentiel dans la prévention des accidents et la protection des passagers, elles entraînent également une augmentation considérable des coûts de réparation en cas de collision. Même les accidents mineurs peuvent entraîner des réparations coûteuses, car il faut recalibrer ou remplacer ces systèmes complexes. À mesure que les véhicules deviennent de plus en plus avancés sur le plan technologique, l'impact financier des accidents de la route ne cesse d'augmenter, ce qui pose des difficultés tant aux conducteurs qu'aux assureurs pour gérer les frais de réparation et les primes.

Les coûts liés aux dommages corporels résultant d'accidents de la route constituent également un sujet de préoccupation, principalement en raison de l'inflation des frais médicaux et de l'évolution des tendances en matière de litiges. Les progrès de la technologie médicale ont permis d'améliorer les soins, mais ont considérablement augmenté le coût des traitements, des diagnostics et de la réhabilitation. Parallèlement, la gravité des blessures s'est accrue en raison de facteurs comme la distraction au volant et les collisions à grande vitesse, ce qui nécessite des soins médicaux plus complexes et plus longs. L'inflation des coûts médicaux vient encore alourdir ces dépenses, les services de santé et les médicaments continuant de progresser plus rapidement que l'inflation générale.⁵ De plus, les tendances en matière de litiges, notamment la hausse des demandes d'indemnisation et des frais juridiques, font grimper le coût global des sinistres. Ces facteurs contribuent collectivement à la hausse des primes d'assurance et à la pression financière sur les assureurs et les assurés.

La stratégie de gestion des risques liés au parc automobile canadien de Gallagher offre un cadre clair et proactif pour relever ces défis, en associant un accompagnement pratique à des analyses de données avancées afin de contribuer à réduire les incidents, à améliorer les performances des conducteurs et à renforcer la sécurité globale.

Notre approche à multiples facettes couvre des domaines d'exposition spécifiques, tels que :

- Évaluation complète des risques
- Examen du profil de sécurité de l'assureur
- Surveillance et analyse télématiques
- Examen complet de la collision
- Analyse des tendances des pertes

Ensemble, ces éléments créent un plan d'atténuation des risques cohérent et axé sur les données qui permet aux organisations de prendre des décisions éclairées et de renforcer leur culture de sécurité pour le parc de véhicules.

Pleins feux sur le cautionnement



Le marché canadien du cautionnement ne montre aucun signe de ralentissement. Les changements importants survenus dans le secteur ces dernières années reflètent les difficultés économiques persistantes au Canada, mais les primes de cautionnement souscrites directement ont continué d'augmenter. Selon MSA Research, à la fin du troisième trimestre 2025, les primes directes souscrites avoisinaient les 950 millions de dollars canadiens, soit une hausse de 2,7 % par rapport à la même période de neuf mois en 2024.

Au Canada, le secteur reste très concentré : selon MSA Research, les quatre premiers assureurs représentent plus de la moitié des primes mentionnées ci-dessus, et les huit premiers totalisent 78 % de l'ensemble des primes directes souscrites. Des capacités supplémentaires au niveau MGA permettent d'apporter des solutions à des risques spécifiques, notamment en matière de cautionnement commercial. Cette dynamique a permis au marché canadien du cautionnement de rester relativement souple et compétitif, alors que les acteurs du secteur s'efforcent de conserver leurs clients actuels et de conclure de nouveaux contrats. Ces investissements contribueront à financer, entre autres, le plan quinquennal d'infrastructures du gouvernement fédéral, d'un montant de 115 milliards de dollars canadiens, l'Initiative pour la création rapide de logements ainsi que l'augmentation des dépenses en matière de défense et de sécurité.

Bien qu'il n'existe pas, à l'heure où nous écrivons ces lignes, de données consolidées sur les pertes du secteur pour 2025, le milieu des entrepreneurs fait l'objet de nombreuses rumeurs et controverses. Certaines faillites très médiatisées risquent également d'influencer les futures décisions en matière de souscription. Les changements remarquables dans l'industrie comprennent :

- **Exigences de la SCHL en matière de cautionnement :** Le programme APH Select (assurance prêt hypothécaire destinée aux immeubles résidentiels collectifs dans le cadre du logement abordable) offre des avantages considérables, notamment des ratios prêt/valeur plus élevés et des durées d'amortissement plus longues. Pour bénéficier de ces avantages, la constitution de cautions est obligatoire afin de garantir la mise en place d'un maître d'œuvre compétent ou de sous-traitants. En conséquence, le secteur a enregistré un afflux de demandes, dont beaucoup émanent de personnes qui sollicitent une garantie pour la première fois.

- **Projets de grande envergure/durée plus longue :** Le secteur collabore avec les parties prenantes pour soutenir certains des plus grands projets de l'histoire du pays. De plus, d'importants investissements ont été réalisés dans les secteurs de l'énergie, des centres de données, des transports en commun et d'autres grands projets d'intérêt public. Les cautionnements sont utilisés pour répartir les risques à différents niveaux de la chaîne de construction, ce qui oblige les prestataires de cautionnement et de réassurance à faire preuve de créativité pour couvrir des montants extrêmement élevés et des durées prolongées, du jamais vu dans le secteur.
- **Extension du cautionnement des promoteurs :** La transition vers les cautionnements « à la demande » en Ontario (en vertu de la Loi sur l'aménagement du territoire) est désormais bien établie. Les municipalités sont désormais tenues d'accepter ces cautionnements à la place des lettres de crédit, ce qui allège considérablement la charge des garanties pour les promoteurs immobiliers. On s'attend à ce que la tendance soit observée plus largement au Canada au cours des prochaines années.
- **Libération annuelle des retenues et des privilèges :** Pour les contrats conclus en Ontario après le 1er janvier 2026, les modifications apportées à la Loi sur la construction de l'Ontario ont rendu obligatoire la libération annuelle de la retenue pour tous les contrats, quelle que soit leur valeur. Il s'agit d'un changement majeur qui devrait améliorer la trésorerie des sous-traitants confrontés à une conjoncture économique difficile.

Le secteur est parfaitement en mesure de s'adapter à l'évolution du contexte dans lequel nos clients exercent leurs activités. À l'avenir, il sera primordial de pouvoir compter sur un partenaire de cautionnement solidaire et proactif, capable de suivre de près les pressions tant économiques que liées à la souscription.

Cyberresponsabilité



Le marché de la cyberassurance canadien continue d'évoluer rapidement en raison des progrès technologiques, des comportements changeants des acheteurs et des risques émergents. L'une des tendances les plus marquantes est la complexité et la gravité croissantes des techniques de piratage psychologique, alimentées par des cybercriminels qui exploitent l'intelligence artificielle et les technologies d'hypertrucage. Ces progrès ont rendu plus difficile pour les organisations la détection et la prévention des cyberattaques, soulignant ainsi l'importance de mettre en place des stratégies solides de gestion des risques.

Compte tenu de ces évolutions, le moment est venu pour les clients de réévaluer leur couverture et d'envisager d'augmenter les limites de leurs polices afin de mieux les adapter à l'évolution de leurs risques. En anticipant ces risques, les organisations peuvent préserver leur résilience face à un environnement de cybermenaces de plus en plus complexe.

Le marché de la cyberassurance bénéficie actuellement d'une capacité abondante, grâce à des rendements élevés en 2025 et à une croissance modérée de la demande. Les acheteurs demeurent soucieux des coûts, optant souvent pour des polices à « prix réduit » plutôt que d'augmenter l'exposition au risque. Alors que le marché continue de croître, les taux sur le marché primaire se sont stabilisés, ce qui offre une certaine prévisibilité aux acheteurs. Malgré des cyberattaques importantes et des pannes infonuagiques à la fin de 2025, les pertes ont été limitées, même si les réassureurs surveillent de près l'évolution des pertes liées à l'attrition. Pour l'avenir, les experts préviennent que les primes pourraient augmenter et que les conditions des contrats pourraient se durcir en cas de pertes importantes, ce qui rend indispensables une souscription rigoureuse et une modélisation précise des risques pour assurer la stabilité à long terme.

L'adoption de l'IA accélère la croissance du marché, mais pose un double défi : d'une part, elle favorise les attaques sophistiquées, et d'autre part, elle nécessite d'améliorer les capacités de détection. Le cyberrisque est de plus en plus systémique en raison des dépendances numériques et des vulnérabilités de la chaîne d'approvisionnement, ce qui incite les assureurs à élargir la couverture.

Les pressions réglementaires découlant de nouvelles règles telles que les exigences de divulgation de la SEC des États-Unis et la directive NIS2 de l'UE stimulent la demande de solutions complètes. Selon Swiss Re, les primes mondiales liées à la cybercriminalité devraient atteindre 16,4 milliards de dollars américains en 2026 et les coûts liés à la cybercriminalité devraient dépasser les 20 000 milliards de dollars américains⁶ ce qui rend indispensable un transfert de risque efficace. De plus, les partenariats de plus en plus nombreux entre les assureurs et les prestataires de services de cybersécurité laissent entrevoir des solutions intégrées et des données sur les risques plus précises, ce qui renforce la proposition de valeur globale pour les clients.

Les organisations doivent réévaluer leur couverture pour assurer une protection adéquate contre les risques émergents. Compte tenu de tarifs concurrentiels et d'une capacité abondante, le moment est idéal pour envisager d'augmenter les limites de couverture afin de les adapter aux risques. Il est essentiel de rester proactif en tirant parti des avancées technologiques en matière de cybersécurité et en collaborant avec les assureurs pour mettre en œuvre des solutions intégrées de gestion des risques. De plus, le suivi des changements réglementaires et la mise en conformité permettront d'éviter les sanctions et les atteintes à la réputation.

En prenant ces mesures, les organisations peuvent mieux se positionner pour faire face à l'évolution des cyberrisques et protéger leurs intérêts à long terme.

Environnement



L'activité de fusions et acquisitions a augmenté en 2026, et la responsabilité environnementale associée aux activités et aux actifs de l'entreprise est prise en compte lors des transactions. On a de plus en plus souvent recours à des produits d'assurance environnementale pour couvrir la responsabilité civile et rassurer tant l'acheteur (du point de vue des responsabilités passées et futures) que le vendeur (en matière de responsabilité civile résiduelle). Le risque environnemental et les responsabilités potentielles peuvent être compliqués par une situation de sinistre ou de réclamation, surtout si la source de la contamination ne peut être déterminée. Par conséquent, ces produits d'assurance peuvent apporter un avantage supplémentaire à une entreprise en matière de frais de défense.

Alors que les entreprises cherchent à se protéger, l'accent a été mis sur le transfert de responsabilité et la sécurité contractuelle, notamment dans le cadre des contrats de construction, des baux et des exigences municipales. Cette approche, associée à des partenariats stratégiques du côté du marché, créera moins d'ambiguïté en cas de sinistre ou de réclamation.

Le secteur de l'environnement au Canada continue de faire face à une concurrence accrue, à mesure que de nouveaux marchés apparaissent via les circuits américains et londoniens. Un accès accru au marché et une offre abondante se traduisent par une baisse des tarifs, avantageuse pour les organisations qui envisagent l'assurance environnementale comme un outil de gestion des risques. La sensibilisation et l'information concernant les risques environnementaux liés aux activités des entreprises restent une priorité, car il existe une idée fautive très répandue selon laquelle les contrats d'assurance de biens et de responsabilité civile générale couvriraient les organisations contre les risques environnementaux.

Les marchés continuent de réévaluer leur rentabilité et de durcir leurs conditions générales en fonction des antécédents de performance, de la qualité des informations fournies et de l'engagement des entreprises à gérer les risques environnementaux dans le cadre de leurs mesures internes de gestion des risques. On observe également une volonté accrue de la part des marchés d'adopter une approche novatrice en matière de gestion des risques, en proposant des solutions capables de faire face aux risques émergents, notamment les substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées (PFAS).

Pourquoi Gallagher ?



Collaborez avec Gallagher pour adopter une approche plus intelligente et plus stratégique de la gestion des risques. Nous prenons le temps de comprendre votre organisation, vos employés et vos priorités afin d'offrir des solutions alignées sur ce qui compte le plus pour vous. Grâce à notre expertise dans presque tous les secteurs d'activité dans le monde, nous tirons parti de données et d'analyses puissantes pour concevoir des programmes qui répondent à vos besoins actuels tout en vous préparant pour un avenir plus solide.

CORE360® est notre processus d'évaluation complet qui analyse l'ensemble de votre programme de gestion des risques, en s'appuyant sur des outils analytiques de pointe et des ressources variées afin de générer des résultats mesurables sur les six principaux facteurs de coût de votre coût total du risque.

En collaborant avec nous, vous aurez une vision claire de vos coûts actuels et potentiels, ainsi que des options stratégiques permettant de les réaffecter. Nous vous fournissons des renseignements exploitables qui vous permettent de **connaître**, de **contrôler** et de **minimiser** votre coût total du risque, améliorant ainsi votre rentabilité à long terme.

Notre objectif est de comprendre votre entreprise et d'adapter les stratégies en fonction de cinq composantes clés :

- 1 Tableau de bord de la gestion responsable mettant en évidence la manière dont notre partenariat génère des résultats
- 2 Analyse de la situation du marché adaptée à votre secteur d'activité et à votre profil de risque
- 3 Analyse des risques visant à identifier les expositions et les occasions
- 4 Stratégie de renouvellement par facteur de coût pour optimiser votre coût global du risque
- 5 Planification claire des échéances de renouvellement pour garantir le bon déroulement de votre programme

Chaque année, nous réévaluons les évolutions de votre activité et les conditions du marché afin de garantir que votre stratégie de renouvellement reste proactive et pertinente, pour que vous ayez toujours une longueur d'avance sur l'avenir.

Le moment est venu de renforcer votre profil de risque. Laissez-nous vous aider à aborder l'avenir en toute confiance.

Conclusion

Pour la plupart des gammes, il est probable que 2026 continuera de présenter des occasions, des défis et des complexités. Un éventuel ralentissement du marché de la cyberassurance et de l'assurance pour le secteur sans but lucratif, conjugué aux fluctuations persistantes dans les branches de l'assurance de biens et du cautionnement, ne fera que renforcer la position globale du marché. Compte tenu de votre profil de risque, cette offre vous procure-t-elle les avantages nécessaires à l'achat ? Face à la multitude de risques de responsabilité civile en constante évolution, aux aléas climatiques persistants, aux bouleversements technologiques croissants et à l'évolution des exigences réglementaires, les entreprises doivent rester vigilantes et entretenir un dialogue régulier avec leur équipe de courtiers bien avant la date de renouvellement afin de garantir un niveau de préparation adapté grâce à une couverture d'assurance adéquate.

Face à l'évolution constante du marché de l'assurance, les entreprises doivent s'appuyer sur une expertise approfondie du secteur, des analyses fondées sur les données et une approche axée sur le client afin de garantir que les risques puissent être optimisés et atténués selon les besoins. En vous associant à un prestataire spécialisé dans l'assurance et la gestion des risques, qui dispose d'un positionnement unique pour cerner vos besoins et les traduire en un programme d'assurance solide et stratégiquement adapté, vous devriez être en mesure de renforcer votre profil de risque, d'explorer des solutions de financement innovantes et d'optimiser votre coût global du risque. Dans un marché de l'assurance soumis aux aléas d'une économie mondiale en constante évolution, votre résilience et votre réussite à long terme passent par un partenaire commercial qui suit de près ces évolutions et vous apporte les conseils indispensables pour aborder l'avenir en toute confiance.



Canadiens Collaborateurs



Ilan Serman
Chef des marchés



Andrew Putnam
Vice-président principal
cautionnement



Damien Eccleton
Chef de pratique national
immobilier



John Farquhar
Spécialiste en gestion
des risques de parc automobile



Joe Hines
Chef de pratique nationale
cyberresponsabilité



Louise McConnell
Cheffe de pratique nationale
secteur des organismes à but
non lucratif



Marie-Christine Pepin
Vice-présidente principale
directrice des unités entreprises
et particuliers



Natalie Parent
Vice-présidente adjointe
croissance stratégique nationale



Shawn Alavi
Chef de la pratique
environnementale nationale

Sources

¹"2025 marks sixth year insured natural catastrophe losses exceed USD 100 billion, finds Swiss Re Institute," *Swiss Re*, 16 Dec 2025.

²"How does medical inflation compare to inflation in the rest of the economy? - Peterson-KFF Health System Tracker," *Peterson-KFF Health System Tracker*, 2 Aug 2024.

³Marr, Bernard. "The 7 Cyber Security Trends of 2026 That Everyone Must Be Ready For," *Forbes*, 26 Sep 2025.



[AJG.com/ca-fr](https://www.AJG.com/ca-fr) **La Façon Gallagher.** Depuis 1927.

Arthur J. Gallagher Canada Limitée («Gallagher») offre à ses clients des assurances, des services de gestion des risques et des services-conseils afin de les prémunir contre les risques connus et inconnus. Lorsque nous fournissons des analyses et des recommandations concernant une couverture d'assurance potentielle, des réclamations potentielles ou une stratégie opérationnelle en réponse à des urgences nationales (y compris des crises sanitaires), nous le faisons dans une perspective de gestion des risques et d'assurance et nous offrons des renseignements exhaustifs sur l'atténuation des risques, la stratégie de contrôle des pertes et l'exposition potentielle aux réclamations. Nous avons préparé le présent commentaire et d'autres bulletins d'actualité, strictement à des fins d'information générale, et le document ne se veut pas un avis juridique ou un conseil en matière de gestion des risques propre au client et ne doit pas être interprété comme tel. Les descriptions générales en matière d'assurance contenues dans les présentes ne comprennent pas les définitions contractuelles, les modalités et les conditions complètes des polices d'assurance, et il ne faut pas s'y fier pour interpréter la couverture. L'information qu'il contient pourrait ne pas inclure les nouveautés dans le domaine des assurances ou celles émanant de l'État, et elle est fournie sans égard au secteur d'activité du bénéficiaire, aux particularités de l'entreprise ou de la couverture, et ne reflète ni ne promet d'aucune façon les résultats de la couverture d'assurance que seuls les assureurs contrôlent.

Les publications de Gallagher peuvent contenir des liens vers des sites Web qui ne lui appartiennent pas et qui sont créés et contrôlés par d'autres organisations. Nous déclinons toute responsabilité quant au contenu de tout site Web lié, ou de tout lien qu'il contient. L'inclusion d'un lien n'implique pas que Gallagher en approuve le contenu, puisque nous n'avons aucune responsabilité à l'égard de l'information mentionnée dans le matériel appartenant à d'autres parties et contrôlé par elles. Gallagher vous encourage fortement à examiner les conditions d'utilisation et les politiques de confidentialité distinctes qui régissent l'utilisation de ces sites Web et ressources de tiers.

Le courtage en assurance et les services connexes seront fournis par Arthur J. Gallagher Canada Limitée et les membres de son groupe et ses filiales.